Initiatives parlementaires

reconnue coupable ne soit pas admissible à la libération conditionnelle, on fait aussi ressortir la gravité de ces crimes.

M. James M. Kingston, le directeur général de l'Association canadienne des policiers, dit ceci:

J'ai le plaisir de vous annoncer que l'Association canadienne des policiers souscrit vigoureusement aux objectifs de votre projet de loi d'initiative parlementaire. Nous espérons que vous obtiendrez les appuis nécessaires pour qu'il soit adopté.

On m'a informé que je devais modifier le projet de loi en ce qui a trait à la question de la libération conditionnelle. Par conséquent, si le projet de loi est adopté, je le modifierai de façon à prévoir une libération conditionnelle dans le cas de toute peine plus longue que la nouvelle peine minimale obligatoire de cinq ans.

On m'a aussi informé du fait que si cette modification n'était pas apportée, le projet de loi pourrait transgresser la charte des droits, dont l'article 12 dit: «Chacun a droit à la protection contre tous traitements ou peines cruels et inusités.»

Certains vont même jusqu'à dire que si le projet de loi est modifié comme je le propose, celui-ci pourrait encore être contraire à l'article 12 de la charte. Néanmoins, je pense que cette mesure législative est justifiée par l'article 1 de la charte.

Le juge en chef Brian Dickson a dit en substance, dans la décision *La Reine contre Oakes*:

Les droits et libertés garantis par la charte ne sont pas absolus. Il peut être nécessaire de limiter ces droits et libertés lorsque leur exercice nuirait à l'atteinte de buts collectifs d'une importance fondamentale. Pour cette raison, l'article 1 renferme des critères justifiant l'établissement de limites aux droits et libertés garantis par la charte.

Certains disent que la charte interdit l'imposition de toute peine minimale obligatoire, compte tenu de la décision rendue en 1987 par la Cour suprême, qui a rejeté la peine minimale obligatoire de sept ans dans le cas de l'importation de stupéfiants. Au contraire, le juge Lamer, qui s'exprimait au nom de la majorité, a dit ce qui suit:

Une peine minimale obligatoire d'emprisonnement n'est pas cruelle et inusitée en soi. Le législateur peut prescrire une peine obligatoire d'emprisonnement dans le cas d'une déclaration de culpabilité de certaines infractions sans porter atteinte aux droits garantis par l'article 12 de la charte. Par exemple, le fait d'imposer une longue peine d'emprisonnement à une personne qui aurait importé des quantités importantes d'héroïne aux fins de trafic n'irait certainement pas à l'encontre de l'article 12 de la charte, bien au contraire.

Ainsi, deux juges disent clairement que nous pouvons imposer des peines minimales obligatoires. Il n'y a rien de mal là, à condition que la peine soit proportionnelle au crime commis. À mon avis, ce serait le cas ici.

Mon projet de loi prévoit une peine minimale obligatoire relativement à un problème susceptible de causer autant, sinon plus, de torts physiques, sinon la mort, que l'importation de drogues. Il s'agit de l'utilisation des armes à feu à des fins criminelles. Je n'ai rien contre les sanctions sévères pour les infractions concernant les drogues. Je les souhaiterais plus sévères encore. Les sanctions punissant l'utilisation criminelle des armes à feu doivent être plus rigoureuses elles aussi. Tel est l'objet de mon projet de loi.

Nous ne devrions pas prétendre que, automatiquement, les peines minimums obligatoires vont à l'encontre de la Charte. Ma thèse, et il semble que deux juges de la Cour suprême partagent mon point de vue, est que la sanction doit être proportionnelle au crime.

M. W.R. Crampton, de l'agglomération torontoise, m'a communiqué des statistiques vraiment alarmantes au sujet de quatre types de crimes dans le Grand Toronto. Permettez-moi de vous en faire part.

Entre 1989 et 1991, les meurtres commis au moyen d'une arme à feu ont augmenté de 557 p. 100. Pendant cette même période de trois ans, le nombre de vols à main armée dans les petites entreprises a subi une hausse de 234 p. 100. Les vols de banque au cours desquels une arme à feu était clairement visible, ont augmenté de 313 p. 100 entre 1989 et 1991. Les agressions avec arme à feu, entre 1980 et 1989, c'est-à-dire sur dix ans, ont progressé de 537 p. 100. Dans ma région, celle de Waterloo, en Ontario, les vols avec arme à feu ont augmenté de 420 p. 100 en quatre ans, entre 1987 et 1991.

Partout, la hausse est de 300, 400 et 500 p. 100. Et que faisons-nous? Nous nous en tenons à une peine de un an. Je lance un défi à ceux qui prendront la parole plus tard, s'opposeront au projet et essaieront de le faire échouer. Répondez à ces statistiques. Donnez des raisons claires. Répondez à ce que le juge en chef a dit, à ce que le juge Lamer a dit. Donnez-moi de bonnes raisons. Ne vous contentez pas de dix minutes de propos creux. Parlez du problème réel, parlez des faits.

Songez également à ce dont nous parlons ici. Dans ce projet de loi, il est question de l'acte conscient et délibéré de prendre une arme à feu pour commettre un crime. Il est aussi question d'un autre acte délibéré, celui de charger cette arme, car cette arme ne se charge pas toute seule. Elle ne se trouve pas par hasard dans la poche de quelqu'un. Elle ne passe pas de sa poche à sa main quand il commet une autre effraction. C'est lui qui